

Date: 03.10.2017



Le nouveau Gouvernement est déterminé à investir

Alors que le projet de budget 2018 présente un résultat équilibré avec un bénéfice de 0,2 million de francs, le Gouvernement fribourgeois prévoit d'importants investissements. Cet exercice est aussi marqué par une hausse des rentrées fiscales des entreprises.

DOMINIQUE MEYLAN

FINANCES. La présentation à la presse du budget du canton a duré quarante-cinq minutes chrono hier. Ce temps record reflète la situation favorable des finances fribourgeoises. Le projet de budget 2018 prévoit un résultat équilibré avec un bénéfice de 200 000 francs. Le Grand Conseil doit encore donner son aval.

«Même si des efforts importants ont dû être faits, ce projet de budget se veut résolument optimiste», confirme le directeur des Finances, Georges Godel. Ce résultat se base sur une progression des rentrées fiscales des personnes morales avec, en parallèle, une augmentation mesurée des charges. Le canton prévoit encore un ambitieux programme d'investissements.

Initialement, les propositions budgétaires émanant de l'ensemble de l'administration débouchaient sur un déficit de 206,3 millions de francs. En affinant ces perspectives, les charges ont pu être réduites de 143,6 mio, sans toutefois renoncer à de gros projets selon Georges Godel. Les rentrées ont également été revues

à la hausse.

«Nous prévoyons une croissance assez énorme des revenus des personnes morales, se félicite le grand argentier. L'économie fribourgeoise fonctionne bien.» Entre les budgets 2017 et 2018, les rentrées fiscales augmentent de 30 mio, dont 17 mio proviennent des impôts sur le bénéfice et le capital.

Une part de cette hausse est due à la fin de certains allègements fiscaux. Pour Georges Godel, qui se refuse à donner plus de précision sur les entreprises concernées, il s'agit «d'un retour sur investissement de la politique menée par le passé».

Péréquation financière

Fribourg obtiendra davantage de subventions fédérales pour la réduction des primes d'assurance maladie ainsi que pour l'aide sociale destinée aux demandeurs d'asile et aux réfugiés en 2018. Mais sa part à la péréquation financière (RPT) diminuera de quelque 10 mio par rapport au budget 2017. Comparée à 2011, la baisse atteint 97,5 mio. La RPT ne re-

présente plus que 11% du budget 2018, contre 15,2% sept ans plus tôt.

La tendance n'en est pas moins positive. «Cela démontre que la situation de notre canton s'améliore», note le grand argentier. Car si les revenus liés à la péréquation ont chuté entre 2011 et 2018, les rentrées fiscales ont, elles, crû de plus de 210 mio, compensant largement cette perte.

Nombreux engagements

Les charges augmentent de 1,5%, bien moins que les 3,9% du budget précédent. En 2017, la fin de certaines mesures d'économie et la hausse du taux de cotisation pour la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat avaient eu un impact significatif. Ce cap franchi, la croissance retrouve un rythme plus conventionnel.

Le personnel coûtera 2% de plus, soit environ 25 millions supplémentaires en 2018. Cette croissance est principalement due à l'octroi des paliers (10,1 mio) et la création de nouveaux postes (12,2 mio). Près

de 70 équivalents plein-temps (EPT) sont destinés au secteur de l'enseignement. Il s'agit de faire face aux besoins découlant de la croissance démographique, au développement des hautes écoles et de l'Université, ainsi qu'à la création d'un nouveau master en médecine. L'administration se verra dotée de 21 EPT supplémentaires.

Les subventions marquent également une progression, notamment celles destinées aux écoles et aux institutions spécialisées. Dans le domaine de la santé, ce poste augmente de 1,7%. Le budget ne prévoit toutefois pas de changement dans l'enveloppe allouée à l'hôpital fribourgeois.

Les transports publics font partie des domaines que le

Conseil d'Etat a voulu particulièrement soutenir. Les indemnités pour le trafic régional sont en hausse, ce qui permettra un développement de l'offre en particulier dans le sud du canton.

Gros investissements

Pour la première fois, le volume des investissements dépasse la barre des 200 mio. Le Conseil d'Etat prévoit un ambitieux programme, notamment dans le développement des infrastructures. Une enveloppe non négligeable a été attribuée à l'informatique, afin d'accélérer la transformation numérique de l'Etat et de son administration.

Un des défis sera de concrétiser ces investissements. Lors

de la précédente législature, quelque 90 millions n'avaient pas été dépensés, alors qu'ils étaient inscrits au budget. Certains problèmes structurels ont été réglés, mais le canton n'a pas pris de mesures particulières, rapporte Georges Godel. «Les services fonctionnent à plein régime pour réaliser ces investissements.»

Les députés n'ont pas attendu ce budget pour déposer plusieurs propositions visant à diminuer la fiscalité. Georges Godel se garde bien de donner son opinion sur une éventuelle baisse des impôts, une décision qui dépend de l'ensemble du Conseil d'Etat. Tout au plus promet-il des réponses à ces interventions d'ici la fin de l'année. ■



Le directeur des Finances Georges Godel a présenté, hier, le projet de budget 2018. ANTOINE VULLILOUD

207,1 millions de francs.

Pour la première fois, le volume des investissements prévus dépasse la barre des 200 millions de francs.

Des réactions prudentes

Le PDC, seul parti de centre-droit à avoir commenté ce budget 2018 hier, est particulièrement satisfait de l'équilibre. Il relève la maîtrise des charges en dépit des besoins en nouveaux postes et se félicite de «cet important plan d'investissements qui va aider l'ensemble de l'économie cantonale».

Le Parti démocrate-chrétien s'inquiète toutefois de la stagnation de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Il demande au Gouvernement de poursuivre les recherches d'économies structurelles à l'interne de l'Etat au vu de l'augmentation des charges de fonctionnement.

Le Parti socialiste se dit à moitié satisfait de ce projet de budget, qui sera encore soumis au Grand Conseil pour approbation. Parmi les points positifs, l'équilibre et la hausse des investissements. Mais le parti s'inquiète des estimations concernant les impôts sur le revenu des personnes physiques. «Le revenu médian fribourgeois est clairement en dessous de la moyenne nationale. Le budget 2018 le considère même comme plus faible que l'an dernier.» Pour le PS, le Conseil d'Etat devrait se préoccuper de cette situation.

Inquiétudes pour le personnel

Le Syndicat des services publics (SSP) et la Fédération des associations du personnel du service public (FEDE) se soucient avant tout des employés de l'Etat. La FEDE se félicite des 25 millions de francs supplémentaires attribués au personnel. Mais elle relève aussi: «Dans de nombreux services de l'Etat, les conditions de travail se sont durcies, car les moyens à disposition n'ont pas suivi l'augmentation des tâches. Derrière la maîtrise des coûts se cachent donc des augmentations de charges de travail.»

Le SSP réitère sa demande de rembourser les mesures d'économies consenties par le personnel entre 2014 et 2016. Il réclame une augmentation réelle des salaires de 1% au 1^{er} janvier 2018. Le syndicat s'inquiète par ailleurs du financement de l'Hôpital fribourgeois et note que le budget 2018 ne prévoit aucune dépense supplémentaire dans ce domaine. Il demande donc au Conseil d'Etat «de prendre la mesure de l'urgence de la situation et d'augmenter de manière substantielle les prestations d'intérêt général». **DM**